

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

20^{ème} année - N° 3473 - Vendredi 13 Septembre 2019 - Prix : 200 Fc

CLASSEMENT DES COMORES AU GROUPE DES PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES

«Un nouveau statut dû aux efforts du gouvernement»



Le président Azali à la cérémonie du reclassement revenus intermédiaires

Tableaux, graphiques et diagrammes, Said Ali Said Chayhane a mis tout en œuvre pour exploiter, élaborer et prouver le classement des Comores par la Banque Mondiale. Pour le ministre des finances, le représentant de la Banque Mondiale et le président de la République, ce nouveau statut est en bonne partie lié aux efforts accomplis par le Gouvernement.

Les Comores sont Classées parmi les pays à revenus intermédiaires par la Banque Mondiale dans la nouvelle classification du 1er juillet dernier. Un classement qui n'est pas passé inaperçu car une grande cérémonie a été organisée pour expliquer les raisons qui ont justifié ce rebond. Cette nouvelle classification implique sept pays dont trois africains (les Comores, le Sénégal et le Zimbabwe). Pour le ministre des Finances, Said Ali Said Chayhane, ce dernier s'explique par les performances enregistrées par le pays ces 3 dernières années.

LIRE SUITE PAGE 3

PROTECTION DE L'ENFANT

Mise en place d'une plateforme pour la protection de l'enfant

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Septembre 2019

Lever du soleil:
06h 04mn
Coucher du soleil:
18h 03mn
Fajr : 04h 51mn
Dhouhr : 12h 07mn
Ansr : 15h 18mn
Maghrib: 18h 06mn
Incha: 19h 20mn



RENTRÉE SCOLAIRE

Pourquoi la tenue en milieu scolaire est-elle nécessaire aux Comores ?

Dans certains établissements, la tenue scolaire est exigée et dans d'autres non. Selon les responsables des établissements, la tenue est nécessaire pour le contrôle des enfants et leur mode vestimentaire vis-à-vis de la société.

En Union des Comores, c'est bientôt la rentrée. Les écoles publiques et privées ouvriront les classes la semaine prochaine. Dans les rues de Moroni, comme à Mutsamudu et Fomboni, c'est l'animation pour l'achat des fournitures. Des publicités invitant les parents à acheter les fournitures et manuels scolaires. En plus des livres, cahiers et crayons, il y a la tenue. Bleue ou Noir pour certains et toujours avec le haut en blanc. Les filles et les garçons, grands et petits, le choix vestimentaire de l'année scolaire dépendra des couleurs de l'école.

Mais ce ne sont pas toutes les écoles qui exigent la tenue. Ce sont les établissements privés, les plus prisés du pays comme le Groupe

Scolaire Foundi Abdoulhamid (GSFA), le Groupe Scolaire Avenir (GSA), l'Ecole Privée Le Gymnase, GSBT et Mouigni Baraka pour ne citer que ceux-là. Toutefois, dans certains établissements privés comme publics, la tenue n'est pas exigée. Les plus âgés, au collège et ou lycée, ne se refusent pas de mélanger tenue obligatoire et tendance mode. Surtout les jeunes filles.

Interrogé sur cette question, Nazoum Houmadi, un des responsables du GSA montre que c'est pour une question de contrôle qu'on exige la tenue dans l'enceinte de l'établissement. « Si aujourd'hui, on laisse nos élèves s'habiller comme ils veulent, on n'arrivera pas à les contrôler », dit-il. Cette question de contrôle rime aussi avec une réduction de cout de la vie des parents d'élèves. « Un élève avec trois chemises et trois pantalons, ils peuvent terminer l'année avec, poursuit-il. Au contraire, sans cette tenue, les parents seraient obligés chaque semaine d'acheter des vête-

ments ». Les écoles qui exigent la tenue assurent parfois un contrôle sur le mode vestimentaire des élèves. Pas toujours facile mais la volonté d'éduquer y est. « Avec la tenue, l'élève est facilement identifiable dans la rue. Les autres usagers de la route peuvent aider l'écopier en tenue car repérable », explique-t-il.

En cas de manifestations dans la ville, les forces de l'ordre peuvent faire la différence entre un manifestant et un écolier qui se retrouve au milieu d'une manifestation par la tenue. Plus important encore, si par malheur un écolier est victime d'accident de la route, il est plus facile pour les services hospitaliers d'identifier l'école où est inscrit l'élève victime. Ce qui permettra d'alerter rapidement les parents. « La tenue protège aussi les écoliers des prédateurs sexuels qui inondent les rues de nos villes. La tenue permet de prévenir l'abus sexuel et le viol des mineurs contre les voyous », indique un enseignant du Lycée Saïd Mohamed Cheikh de Moroni



Des élèves en tenue scolaire

qui est dans le lot des établissements qui exigent la tenue.

Sans la tenue scolaire, l'écopier n'est pas à l'abri de l'injustice et des maux de la société. Il devient difficile voire impossible de différencier le mineur écolier du délinquant. Mais alors que choisiront les responsables des écoles ? La tenue scolaire pour tous ou la liberté vestimentaire en milieu scolaire ? Et si

le débat venait enfin sur la table du Ministère de l'éducation et de l'enseignement ? Après tout, il est nécessaire et urgent de protéger par tous les moyens, les enfants contre les dérapages des adultes, même contre les enseignants les plus mal intentionnés.

MY

CONFÉRENCE DE LA DIASPORA POSITIVE

"Toutes les doléances de la diaspora sont entre les mains du chef de l'Etat"

Après avoir effectué une visite de trois mois aux Comores, les représentants de la Diaspora positive ont rencontré les autorités éta-

tiques et ont annoncé que leurs doléances sont déjà sur la table du président de la République qui leur promet une réponse d'ici octobre

lors de la tenue de la conférence des bailleurs de fonds à Paris.

Après avoir sillonné les quatre coins de la France pour accueillir toutes les doléances de la communauté comorienne de Métropole, des représentants du collectif « Diaspora Positive » ont effectué une visite aux Comores de trois mois (Juin-Aout) pour rencontrer les autorités de l'Etat. Ils ont présenté 5 à 7 revendications importantes dont la cherté de la douane sans oublier les billets d'avion Moroni-Paris.

« Nous étions reçus par le direc-

teur de cabinet du président de la République ensuite par les ministres de l'intérieur, de la justice ainsi que ceux des finances et de l'économie. Tous, ont manifesté positivement leur attention par rapport à nos doléances. Chacun d'eux, nous a rassuré qu'il est touché par nos problèmes. C'est pourquoi nous attendons une réponse positive », annonce Fakihi Mradabi, le secrétaire général de la Diaspora positive aux cours d'une conférence de presse tenue ce week-end à Paris.

D'après lui, le directeur de cabinet leur a rassuré que le document portant sur les doléances de la dispo-

sa est déjà sur la table du chef de l'Etat. « Youssoufa Ali Mohamed, directeur de cabinet nous a rassuré que nous aurons une réponse positive, d'ici le mois d'octobre prochain, lors de la conférence des bailleurs de fonds à Paris. Et nous sommes confiants et rassurés », ajoute Jack Lavane, président de la Diaspora positive qui appelle les autres compatriotes issus de la diaspora à les rejoindre afin de « bâtir des Comores meilleures dans la paix et la stabilité ».

Ibnou M. Abdou



HABARI ZA UDUNGA

L'e-Administration, entre concept et réalité

Ces derniers temps, on nous présente l'e-administration comme étant une panacée pour résoudre les problèmes liés à notre administration. Pourtant il est reconnu que le problème se pose surtout sur les missions que nous assignons aux différents départements ministériels.

Beaucoup d'études et de rapports ont révélé que le dysfonctionnement de l'administration comorienne se traduit par une insuffisance en moyens financiers, matériels et en ressources humaines bien formées et expérimentées. Par une inadéquation entre les ressources humaines prévues dans les cadres organiques et les

besoins réels pour remplir les missions dévolues aux institutions.

Il a été rappelé que dans la plupart des cas, il manque des textes définissant les mandats, les missions et les responsabilités des institutions entre l'Union et Îles. Il y a un déficit de connaissance et de compréhension des objectifs et orientations des politiques et stratégies nationales ainsi qu'une absence de planification et d'évaluation du travail des individus au sein des institutions en charge des différents départements ministériels sur la base d'attentes signifiées répondant au plan de travail et au mandat de l'institution.

Par ailleurs il a été noté, le plus souvent, l'absence d'un processus

transparent basé sur des critères de compétence et de motivation permettant d'éviter l'ingérence des liens politiques et sociaux dans les nominations des agents à des fonctions techniques.

Ces études ont toujours montré, qu'il existe aussi une absence de culture de performance basée sur la valorisation de l'intégrité et des attitudes constructives et collaboratives et aussi une absence de motivation du personnel (conditions de travail désastreuses, rémunération irrégulière, nominations et promotions non accordées sur des bases transparentes), une absence de communication suffisante des informations sur les objectifs et activités menées par les départements tech-

niques.

Tous ces éléments, vous les retrouverez dans les rapports des experts nationaux et du système des Nations Unies. Cela amène les analystes sous les cocotiers à dire que les autorités ne sont pas suffisamment sensibilisées sur les enjeux notamment les décisions et recommandations prises dans le cadre de la mise en œuvre de la politique qu'ils ont eux-mêmes contribué à définir. Aussi cette situation, est à l'origine des retards constatés dans les prises des décisions par les hautes autorités dans la réalisation des actions.

Et pourtant il ne sert à rien de se voiler la face. Dans les îles de la lune, nous sommes passés maîtres

dans l'art du contournement des difficultés. Nous avons un mal fou à exprimer notre refus de quelque chose. Il faut qu'on nous accule dans nos derniers retranchements pour que nous sortions les griffes tel un fauve.

Pour que l'e-Administration soit autre chose qu'un concept virtuel, c'est d'abord donner une impulsion nouvelle et accorder l'élan nécessaire, en tenant compte des remarques citées plus haut, pour que le pays puisse s'ancrer durablement dans un processus de justice sociale et de bien-être économique que chacun d'entre nous appelle de ses vœux.

Mmagaza

CLASSEMENT DES COMORES AU GROUPE DES PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES

«Un nouveau statut dû aux efforts du gouvernement»

Pour appuyer sa présentation devant ce panel de personnalités, l'argentier de l'Etat cite entre autre la collecte et la sécurisation des recettes publiques, la maîtrise de la dépense publique, le remboursement de la dette, la relance des investissements structurants dans des secteurs stratégiques, la valorisation des produits d'exportation sur le marché international, les transferts de la diaspora et la dynamisation du secteur du bâtiment. « La croissance économique a atteint 3,5% en 2018 contre 1,1% en 2015 », se justifie-t-il.

Il précise que ce nouveau statut est dû en bonne partie aux efforts du

Gouvernement. « Comme on peut le constater, les recettes progressent, les dépenses courantes, y compris les salaires, se stabilisent », souligne-t-il. Comparant la valorisation des produits de rente, l'argentier de l'Etat affirme que l'Union des Comores a exporté autant en 2018 qu'en 2015. Pour peaufiner le tout, Said Ali Said Chayhane n'exclut pas le secteur du tourisme. Selon lui, ce secteur qui a connu des périodes de crise a eu une montée florissante depuis 2016 soit près de 26.800 touristes contre 23.600 en 2015. En 2018, le taux de croissance du secteur a été évalué à 28,09%

selon l'annuaire statistique du tourisme. « L'embellie de ce secteur est la conséquence de la politique de désenclavement du pays, des efforts en matières de normalisation de la production énergétique, l'amélioration des infrastructures hôtelières et routières », précise-t-il. M.Chayhane explique que ce nouveau classement va ouvrir d'autres opportunités au pays notamment une considération par la communauté internationale et l'accès à des financements plus importants.

Présent à l'évènement, le Représentant Résident de la Banque

Mondiale, Rasit Partev justifie ce reclassement comme le fruit d'un travail bien fait et mérité. Ainsi, il a rappelé que ce classement est effectué chaque année en fonction du revenu par habitant. « Pour cette année fiscale de la Banque, les Comores passent de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure », montre-t-il en citant un PIB par habitant d'US \$1,361 en 2018.

Pour le président de la République, il s'agit d'un « moment historique », « une étape cruciale vers une nouvelle ère ». Toutefois, il préci-

se qu'avec ce nouveau statut, plusieurs obligations s'imposent. « Pour le moment, ensemble, œuvrons pour que le pas suivant ne soit pas un recul mais un nouveau palier vers lequel nous devons élever notre pays », lance Azali Assoumani en affirmant que « c'est un nouveau pari, que nous avons lancé et que nous pouvons, ensemble, gagner » dans son ambition affichée de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030.

A.O Yazid

PROTECTION DE L'ENFANT

Mise en place d'une plateforme pour la protection de l'enfant

Plusieurs acteurs de la protection de l'enfant, se sont rencontrés hier 12 septembre pour l'évaluation des différentes activités de protection en cours en 2019 et renforcer la coordination pour le suivi des activités des différentes organisations étatiques ou non étatiques en charge de la protection de l'enfance en Union des Comores.

Les ONG Maeеча, Subuti Wambe, Mwana Tsiwa Mdzima et l'Unicef se sont rencontrés hier jeudi à la demande du commissariat national à la solidarité, à la protection sociale et à la promotion du genre pour concertation sur les violences faites aux femmes et aux enfants dans l'objectif de trouver des solutions. L'ensemble des organisations restent convaincu

que les violences faites aux enfants est une atteinte à leur dignité. « Nous sommes réunis aujourd'hui dans le but de créer une plateforme de tous les acteurs qui œuvrent pour la protection de l'enfant. Cette plateforme va créer un mécanisme de coordination et de collaboration sur les actions qui se font au niveau de chaque île », explique Mariama Ahamada, la commissaire à la protection sociale.

Pour la représentante de l'Unicef, elle montre que cette plateforme devra devenir un espace commun aux acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la protection de l'enfance favorisant la mise en réseau des partenaires de divers horizons œuvrant dans le domaine. « Cette première réunion de la plateforme a pour but de partager les grandes réalisations en matière de



protection de l'année 2018 et de faire le point sur les activités en cours en 2019 », déclare Dr Marie Reine, la représentante adjointe

de l'UNICEF aux Comores.

Cet atelier a permis également aux acteurs de la protection de l'enfant de témoigner des progrès et des

résultats, et d'identifier les besoins futurs en se mettant d'accord sur les priorités à mettre en œuvre d'ici la fin de l'année. Parmi les attentes de cette réunion de concertation, la mise en œuvre de cette plateforme des protecteurs de l'enfant. Elle consistera à fédérer les initiatives déjà entreprises aux Comores dans le cadre de l'appui à la protection des enfants, pour harmoniser les actions, créer des synergies et améliorer le plaidoyer sur la question de la protection de l'enfance. Elle s'engagera aussi au suivi des actions et des activités visant la protection de toutes les catégories d'enfants au niveau territorial et puis soutenir la mise en œuvre d'une feuille de route pour la lutte contre les violences faites aux enfants.

Kamal Gamal

ARMÉE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

95 Agents de Police Judiciaire ont prêté serment

La cérémonie de la clôture du stage des Agents de Police Judiciaire (APJ) a eu lieu hier jeudi à l'Ecole Nationale des Forces Armées et de la Gendarmerie l'ENFAG. La cérémonie a vu la participation des hautes autorités de l'Etat, des procureurs ainsi que du chef d'Etat-major de l'AND.

Après 7 mois de stage, nouveaux 95 agents de police judiciaire dont 72 diplômés ont prêté serment devant la Cour d'Appel de Moroni au cours de une cérémonie qui a été honorée par la présence du directeur de Cabinet du chef de l'Etat en charge de la Défense, du Chef d'Etat-Major de l'AND, du ministre de la Justice, des gouverneurs des îles, des autorités judiciaires et l'ensemble des officiers de l'AND. Une journée spéciale pour ces jeunes gendarmes, qui, durant 7 mois de stage pluridisciplinaire, ont atteint leur objectif et sont devenus aujourd'hui Agents de

Police Judiciaire (APJ).

« Nous nous sommes réunis ici à l'occasion de la clôture de stage des Agents de la Police Judiciaire APJ au profit des militaires de la gendarmerie. Il s'agit d'une formation pour l'obtention du diplôme d'APJ, qui va leur permettre de devenir des sous-officiers aptes à assurer la responsabilité de toutes les missions tant sur le plan militaire que dans le domaine du service spécifique de

l'institution. Ces jeunes vont être déployés incessamment dans les différentes unités territoriales de la gendarmerie à Anjouan, Mohéli et en Grande-Comores, pour palier au manque criant d'effectifs », avance le lieutenant-colonel Abou Issa, le directeur de l'ENFAG. Ce dernier montre que ces jeunes ont choisi un métier difficile, un métier qui demande toujours de la disponibilité, beaucoup de sacrifices et com-

portant également des risques. « Vous avez choisi un métier noble, dans le sens où il consiste à défendre notre pays, à conseiller, à aider, à secourir et à protéger la population ainsi que leurs biens », poursuit-il.

Après une Formation Elémentaire Tout Armes (FETA) d'une durée de 7 mois, les 95 agents ont su résister à la tentation de partir et de poursuivre le cycle de formation pour l'obtention du diplôme d'Agent de Police Judiciaire APJ. « Loin de vos familles vous vous êtes soumis à la stricte discipline militaire. Que des efforts fournis, que de sacrifices consentis. Malgré ces privations somme toute légitime, je peux vous avouer que vous avez fait le bon choix. Vous allez être très prochainement affectés dans les brigades territoriales », indique à son tour Youssoufa Ali Mohamed, le directeur de cabinet du président de la République en charge de la défense. Les nouveaux APJ vont aujourd'hui porter main forte à la justice dans son quotidien. « Cette grande

institution qui est la justice, un des symboles d'une démocratie ne peut efficacement fonctionner sans l'apport de grands professionnels. Vous êtes sur le bon chemin, je vous demande de préserver dans l'effort », dit-il.

Dans son discours, le ministre de la Justice Mohamed Houssein Djamallilaila a insisté sur l'importance des agents de police judiciaire dans le bon fonctionnement de la Justice. « Une des missions essentielles de la gendarmerie est de veiller à la sécurité des personnes et leurs biens. A ce titre, votre responsabilité est énorme, je dirai même incommensurable. Rappelez-vous bien que cette sécurité ne concerne pas seulement vos compatriotes mais aussi, tous ceux qui résident sur le territoire nationale c'est-à-dire, les personnes physiques comme les personnes morales », conclut-il.

Nassuf Ben Amad



4G⁺ GENERATION SANS FIL

Telma

Education

Telma Comores célèbre les bacheliers 2019

Telma Comores a célébré le 23 août dernier, l'excellence comorienne. Les lauréats mentions «Très Bien» de l'édition 2019 du Baccalauréat ont été distingué et honoré au cours d'une cérémonie dans les nouveaux locaux de ComorLab, nouvel espace de Co-Working aux Comores.



Offre Internet

Profitez des meilleures offres internet du moment aux meilleurs prix pour attaquer la rentrée du bon pied.

PROMO

Telma Net 60^{GO}

15 000 Fc

Tapez le
#445*75#

Validité 30 jours

Forfait	1 jour	7 jours		30 jours	
Prix (Fc)	500	1 000	2 000	5 000	10 000
Data	500 Mo	1 Go	3 Go	10 Go	30 Go
Code de migration	#445*71#	#445*72#	#445*73#	#445*77#	#445*74#

4G⁺ GENERATION SANS FIL

Telma

Société

22ème édition de la Journée de la tortue

Telma Comores célèbre la 22ème édition de la Journée de la tortue à Itsamia (Mwali) en présence du Président de la République. Comme vous, l'opérateur préféré des comoriens s'engage pour la sauvegarde des espèces et des espaces menacés.



Offre Maxi Rahisi

Pour être tranquille pour la rentrée, optez pour les forfaits mensuel tout-en-un Maxi Rahisi

A chacun son **Maxi** Rahisi



	500	1 000	2 000	5 000	10 000	15 000
Forfaits	1 jour	3 jours	15 jours	30 jours		
Vers Telma Comores ▶	2H	6H	30H	90H	Illimité	Illimité
Vers Hun maximum ▶	15 min ou	30 min ou	1H20 min ou	2H ou	4H ou	8H ou
Vers Only Mayotte maximum ▶	5 min	10 min	20 min	30 min	1H	2H
SMS (vers Telma) ▶	50	100	200	500	illimité	illimité
Data ▶	250 Mo	500 Mo	1,5 Go	5Go	15 Go	30 Go
Codes de migration	#445*41#	#445*42#	#445*43#	#445*50#	#445*44#	#445*45#

FOOTBALL : TOURNOI DE L'ORTC, PHASE NATIONALE

Vainqueur de Bonbon Djema (1-1, et 6-5), Fco est finaliste

Le stade de Moroni accueille l'édition 2019 de la phase nationale du tournoi de l'Ortc. Bonbon Djema (Ngazidja) et Football Club d'Ouani (Fco, Ndzouani) s'étaient mesurés à la 1ère demi-finale. Pendant le temps réglementaire, ils s'étaient neutralisés (1-1). Moins troublés, les visiteurs ont fait la différence à la fatidique séance de tirs au but (6-5). A l'heure où nous mettons sous presse, la 2e demi-finale oppose Fc Mbatse (Moili) et Us Sélea (Ngazidja).

La pelouse synthétique de Moroni a animé la 1ère demi-finale, comptant pour le tournoi de l'Ortc, phase inter-île. Bonbon Djema et Fco n'ont pas pu se départager (1-1) en 1ère période. Au retour à la pelouse, Bonbon Djema s'était montré maître des opérations de jeu. Il a élevé la cadence du jeu et multiplié les incursions menaçantes. A chaque fois, la barrière défensive adverse craque. Mais, la vigilance et les divers parades du gardien de but Madjidu ont rendu impénétrable le chemin vers les filets. Le Fco est quasi acculé dans sa propre moitié

du terrain. Les rares actions offensives qu'il parvient à créer sont aisément repoussés par un rempart défensif hermétique, constitué par Diomede, le Malgache Gabar, Kone et Patrick, sous l'autorité de gardien de but Fahar. Les attaquants, Nassime, Raïdou, Zidane, etc. s'étaient débattus pour renverser la vapeur. Mais, en vain.

Blessé depuis le début du 3e quart d'heure, le vaillant Madjidu a résisté jusqu'à la 90e minute. Il est désigné « l'homme du match » par la presse, notamment l'Ortc. Son remplaçant a terminé le temps additionnel (90e, +4), et la séance de tirs au but, ordonné par l'arbitre, le temps n'attendant pas la différence (1-1). Dans cette phase déterminante, effectuée en deux séries, plus concentrés les Anjouanais sont sortis du lot (6-5).

Lava PapRichard est un sympathisant des Ouaniens. Même, un peu déçu, il est content : « Je suis surpris par cette victoire. Nous avons gagné sans un jeu formidable. C'est décevant. Les joueurs étaient incapables de faire plus de deux passes. Au village à Ndzouani, ils s'entraînent sur un terrain réduit. Ils sont formidables en maîtrise collective



Football demi finale tournoi Ortc

du ballon et du jeu. Le gars qui se fait appeler Neymar, c'est un grand dribbleur. Avant-hier, il n'a rien fait de bon. Idem pour ses coéquipiers. Étaient t-ils impressionnés par le tapage du terrain, et un public en

ébullition ? On verra à la finale ». En clair, si à la finale, le samedi 14 septembre, les improvisations, les imperfections, origines de ces « fâcheux » déchets techniques et tactiques, évoqués par Lava, ne sont

pas réparées, l'espoir d'un succès reste insignifiant. Un homme averti en vaut deux, dit-on.

Bm Gondet



BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS EN UNION DES COMORES

Tel: (269) 7730036 – 7731495 –

BP 435 – Moroni - Email : afwcokmofficial@who.int

Avis de Recrutement au poste de consultant pour mener des activités de surveillance épidémiologique au niveau communautaire

CONTEXTE

Suite au passage du cyclone Kenneth en avril 2019 aux Comores, l'OMS a obtenu du Fonds Central des Nations Unies pour les Urgences (CERF) un don pour mettre en œuvre les activités planifiées dans la réponse du secteur de la santé.

De ce fait, l'OMS se propose d'appuyer le Ministère de la Santé à la mise en œuvre d'une stratégie avancée en utilisant une partie des fonds CERF pour répondre aux besoins des districts.

Pour réaliser cette activité, le ministère envisage le recrutement d'agents de surveillance avec le soutien de l'OMS pour le suivi épidémiologique des maladies sous surveillance au niveau des districts de santé pour une durée de deux (02) mois

GENERALITES

- Exigence du poste : Être de nationalité comorienne ;
- Etre libre de tout engagement professionnel ;
- Lieu d'affectation : Direction régionale de la santé.
- Type de contrat : SSA-Special Service Agreement

QUALIFICATION REQUISES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

a- Qualifications Requises

- Bac+3 au minimum
- Justifié d'au moins 2 ans d'expérience dans le domaine de la surveillance ;
- Avoir des connaissances sur le fonctionnement de l'OMS.

b- Expérience Professionnel

- Avoir des compétences en surveillance épidémiologique des maladies
- Avoir des connaissances des indicateurs de performance de la surveillance épidémiologique des MEV ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels de gestion des données épidémiologiques ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé du pays ;
- Avoir une grande capacité d'analyse sur les problèmes de santé
- Avoir la capacité de produire des éléments d'aide à la décision ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle ;
- Avoir les capacités de travailler sous pression et à respecter les délais impartis dans l'accomplissement des tâches ;

I- PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation ;
- Curriculum vitae ;
- Copies des diplômes ;
- Attestation de travail ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence au Bureau de l'OMS.

Les candidatures seront déposées à l'adresse suivante : **Bureau de l'OMS / Maison des Nations-Unies Quartier Hamramba-Moroni** ou par email à l'adresse en précisant l'objet de l'email : afwcokmofficial@who.int

La date limite de dépôt des candidatures est : 27 septembre 2019 à 10h30mn